

Unité départementale du Calvados  
Dreal Normandie  
Rue Recteur DAURE  
CS 60040 14006  
14006 Caen Cedex 1

Caen, le 19/01/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 07/12/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**SPIRIT FRANCE DIFFUSION**

**LD ZONE D'ACTIVITES DE REUX  
14130 Reux**

Références : 2024.019  
Code AIOT : 0005306336

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/12/2023 dans l'établissement SPIRIT FRANCE DIFFUSION implanté LD ZONE D'ACTIVITES DE REUX 14130 Reux. L'inspection a été annoncée le 14/11/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette visite d'inspection faisant suite à la prise d'un arrêté préfectoral de mise en demeure le 17 juillet 2023 a pour but de constater l'observation des demandes par l'exploitant.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SPIRIT FRANCE DIFFUSION
- LD ZONE D'ACTIVITES DE REUX 14130 Reux
- Code AIOT : 0005306336

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

La société SPIRIT FRANCE DIFFUSION est spécialisée dans la fabrication du Calvados. Les installations, exploitées sur le site de Reux, ont été mises en exploitation en décembre 2014, avec deux chais de stockage de Calvados, sur les cinq prévus initialement. En 2016, les activités ont été étendues par la création de trois chais de stockage de calvados supplémentaires, d'une cuverie, d'une unité d'embouteillage et de stockage de produits finis. Cette extension occupe les locaux d'un ancien site industriel voisin. Les nouvelles installations ont été mises en service en février 2017.

Les activités relèvent de la législation sur les installations classées et sont autorisées par un arrêté préfectoral du 9 novembre 2016 (statut SEVESO seuil bas).

La visite "terrain" a permis de visiter un chai au niveau de Reux I et la zone de dépôtage. L'Inspection s'est rendue au niveau de la réserve incendie de 1 000 m<sup>3</sup> et du bassin de confinement.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Suivi mise en demeure

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
4	Organisation de l'établissement	Arrêté Préfectoral du 09/11/2016, article 8.6.1	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Lettre de suite préfectorale	2 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Déclaration et	Arrêté Préfectoral	Avec suites, Lettre de suite	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
	rapport	du 09/11/2016, article 2.5.1	préfecturale	
2	Liste de mesures de maîtrise des risques	Arrêté Préfectoral du 09/11/2016, article 8.5.1	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
3	Zones susceptibles d'être à l'origine d'une explosion	Arrêté Préfectoral du 09/11/2016, article 8.3.4	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
5	Moyens de lutte	Arrêté Préfectoral du 09/11/2016, article 8.7.4.3	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Sans objet
6	Plan d'opération interne	Arrêté Préfectoral du 09/11/2016, article 8.7.11	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Sans objet
7	Zones de confinement des eaux polluées	Arrêté Préfectoral du 09/11/2016, article 8.7.12.1	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

A la date de la visite d'inspection, l'exploitant s'est conformé aux trois derniers points (convention de mise à disposition de la réserve communale incendie, déclaration de la réserve incendie opérationnelle par le service prévision des risques du SDIS et réalisation d'un exercice annuel POI) de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 17 juillet 2023 qui comporte quatre points.

Concernant le premier des quatre points de la mise en demeure, par mail du 8 janvier 2024, l'exploitant a pu justifier de sa capacité à pomper dans la réserve incendie de 1000 m<sup>3</sup> au moyen d'une pompe acquise récemment (d'un débit unitaire de 150m<sup>3</sup>/h) mais également au moyen de cannes d'aspiration du SDIS ( qui ont été testées en décembre suite à cette visite d'inspection). Ainsi l'exploitant est en cours de création d'une plateforme à proximité du bassin incendie en vue d'installer au cours du premier trimestre 2024 deux cannes fixes d'aspiration. Pour information, chaque fourgon pompe tonne du SDIS dispose également d'une canne mobile d'aspiration qui pourrait être utilisée. Les débits des cannes d'aspiration fixes ou mobiles qui sont dépendants des pompes des engins du SDIS sont estimés entre 60 et 120 m<sup>3</sup>/h.

Devant les travaux entrepris (ie réalisés ou en cours de réalisation) et l'achat d'une pompe d'aspiration pour le bassin incendie de 1000 m<sup>3</sup> réhabilité, le SDIS reconnaît les efforts réalisés. Le SDIS a partagé sa satisfaction auprès de l'Inspection concernant la défense contre l'incendie de cet établissement. Ainsi, le SDIS déclare disposer d'une capacité hydraulique adaptée à la nature des dangers et inconvénients déclarés par l'exploitant pour lutter efficacement contre un incendie.

Considérant ce qui précède, **l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 17 juillet 2023 n'a plus**

## d'effets à produire.

Un état des stocks a été transmis en moins de 2 minutes permettant de confirmer les respects des capacités maximales d'entreposage prescrit dans l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter. Cet état des stocks est mis à jour de manière quotidienne et accessible en permanence au moyen d'une sauvegarde dématérialisée à l'extérieur de l'établissement. Ceci est un réel progrès au regard de la situation constatée lors de l'inspection du 2 février 2023.

L'exploitant doit dorénavant suivre attentivement les constats des rapports d'inspection et garder un esprit de prévention des risques tel qu'il est présent aujourd'hui.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Déclaration et rapport

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 09/11/2016, article 2.5.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Déclaration et rapport
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 02/02/2023</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : 20/06/2023</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement. Cela concerne notamment les situations suivantes :</p> <p>événement avec conséquence humaine ou environnementale ; événement avec intervention des services d'incendie et de secours ; pollution accidentelle de l'eau, du sol, du sous-sol ou de l'air ; rejets de matières dangereuses ou polluantes, même sans conséquence dommageable, à l'exception des rejets émis en fonctionnement normal.</p> <p>Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis dans les quinze jours par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise a minima :</p> <p>la situation des installations au moment de l'incident ; une description chronologique des faits ; les mesures mises en œuvre pour placer les unités en position de sûreté ; une première estimation qualitative et quantitative des conséquences (humaines, matérielles,</p>

économiques ou environnementales) de l'événement.

Ce rapport est complété dans les meilleurs délais par :

une analyse des causes, des circonstances ayant conduit à l'incident ainsi que les conséquences de ce dernier ;

les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.

En outre et dans la mesure du possible, l'exploitant informe l'inspection des installations classées des événements particuliers, tels feu, odeurs, bruit significatif, survenu sur son site dont il a connaissance et qui sont perceptibles de l'extérieur du site.

#### **Constats :**

##### Constats de la visite du 02/02/23

Lors de la visite du 15 juillet 2020, l'Inspection a noté que deux incidents sont signalés :

"-Octobre 2019 : départ de feu lors de la déconnexion d'un chariot élévateur (arc électrique). Le feu est maîtrisé par les agents sur place au moyen d'extincteurs. La zone de charge a été déplacée dans une zone dédiée au sein du auvent d'expédition (murs coupe-feu). Un rapport d'incident est à transmettre en application de l'article 2.5.1 de l'arrêté d'autorisation (observation 2020-1) ;

-28 mai 2020 : départ de feu au niveau du ballon d'eau chaude situé dans le local de maintenance, propagé à un carton situé à proximité. Alerte par la détection incendie. Le feu, d'origine électrique, est maîtrisé par les agents sur place au moyen d'extincteurs. Le SDIS a constaté l'extinction. L'analyse de l'événement met en évidence l'absence de contrôle périodique de ce type d'équipement. Un complément de contrôle est à l'étude."

Interrogé sur les suites données à ces incidents lors de l'inspection du 2 février 2023, l'exploitant n'a pu les préciser. Par mail du 6 février 2023, il a indiqué avoir retrouvé le rapport d'accident de l'événement d'octobre 2019 et s'est engagé à le transmettre. L'analyse du rapport transmis précise des actions à mettre en œuvre. Celles-ci n'ont donné lieu à aucune prise en compte. Le rapport d'accident finalisé prenant en compte les actions correctives identifiées et leurs dates de réalisation est à transmettre à l'inspection dans les meilleurs délais. Concernant le "complément de contrôle à l'étude" pour l'incident du 28 mai 2020, l'exploitant a indiqué par mail du 15 février 2023 qu'il continue de chercher les enseignements à tirer de cet événement, mais, selon lui, les causes racine de l'échauffement ont été prises en compte. L'exploitant déclare qu'un contrôle en interne du serrage des cosses sur tous les équipements similaires a été réalisé. Il justifiera à l'Inspection la réalisation de l'action sus-évoquée et tiendra ce document/rapport à disposition de l'Inspection. Ce point pourra faire l'objet d'un contrôle lors d'une prochaine visite d'inspection.

##### Constats de la visite du 07/12/23

L'exploitant a transmis le 19/12/23 le rapport finalisé de l'accident de 2019, prenant en compte les actions correctives identifiées et leurs dates de réalisation.

Concernant le serrage des cosses, l'exploitant a déclaré que cette action a été réalisée et qu'elle est consignée dans le registre de sécurité de l'établissement.

L'Inspection s'est fait présenter lors de la visite terrain le registre afin de vérifier les propos de l'exploitant. Ce contrôle est bien identifié dans le registre de sécurité (date, nom de la personne ayant effectué l'action et signature).

N° 2 : Liste de mesures de maîtrise des risques

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 09/11/2016, article 8.5.1

**Thème(s) :** Risques accidentels, MMR

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 02/02/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
- date d'échéance qui a été retenue : 20/06/2023

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant établit la liste des mesures de maîtrise des risques identifiées dans l'étude de dangers et des opérations de maintenance qui s'y rapportent. Elle est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées et fait l'objet d'un suivi rigoureux.

Ces dispositifs sont contrôlés périodiquement et maintenus au niveau de fiabilité décrit dans l'étude de dangers, en état de fonctionnement selon des procédures écrites.

Les opérations de maintenance et de vérification sont enregistrées et archivées.

En cas d'indisponibilité d'un dispositif ou élément d'une mesure de maîtrise des risques, l'installation est arrêtée et mise en sécurité sauf si l'exploitant a défini et mis en place les mesures compensatoires dont il justifie l'efficacité et la disponibilité.

**Constats :**

Constats de la visite du 02/02/23:

Lors de la visite menée le 15 juillet 2020 l'inspection a constaté l'écart 2020-4 qui indique que : "La liste des mesures de maîtrise des risques identifiée dans l'étude des dangers doit être mise en place "

Interrogé sur cet écart lors de la visite d'inspection menée le 2 février 2023, l'exploitant n'a pas pu présenter la liste des mesures de maîtrise des risques identifiée dans l'étude des dangers.

Par mail du 6 février 2023, l'exploitant déclare avoir retrouvé la liste des mesures de maîtrise des risques identifiée dans l'étude des dangers dans la mise à jour du POI effectuée en 2020 mais jamais diffusée.

La consultation du tableau transmis ne permet pas d'identifier les mesures de maîtrise des risques. En outre, l'exploitant n'est pas en mesure de garantir qu'il enregistre et archive de manière exhaustive les opérations de maintenance et de vérification.

En cas d'indisponibilité d'un dispositif ou élément d'une mesure de maîtrise des risques, l'installation doit être arrêtée et mise en sécurité sauf si l'exploitant a défini et mis en place les mesures compensatoires dont il justifie l'efficacité et la disponibilité.

Pour le moment aucune consigne ne permet de mettre l'installation à l'arrêt et en sécurité en cas d'indisponibilité d'un dispositif ou d'un élément d'une MMR. Aucune mesure compensatoire justifiée ne peut être présentée.

Par mail du 15 février 2023, l'exploitant a transmis une liste des MMR. L'exploitant doit maintenant

s'employer à garantir qu'il enregistre et archive de manière exhaustive les opérations de maintenance sur ses MMR et les tenir à disposition de l'Inspection. L'exploitant doit réfléchir à sa stratégie sur l'indisponibilité d'un dispositif ou d'un élément d'une mesure de maîtrise des risques. Un document opérationnel traitant des indisponibilités d'un dispositifs ou d'un élément d'une mesure de maîtrise des risques doit être établi sous 3 mois.

Ce point pourra faire l'objet d'une vérification par l'Inspection lors d'une prochaine visite.

Constats de la visite du 07/12/23 :

L'exploitant a transmis à l'inspection la liste des MMR tirée de son étude des dangers. L'exploitant a transmis la liste sous la forme d'un tableau faisant apparaître son action en cas d'indisponibilité de la barrière de sécurité et les moyens de la maintenir en état opérationnel.

Une mise à jour de l'étude des dangers du site est en cours. Pour cela, l'exploitant s'appuie sur un bureau d'étude. L'exploitant devra clairement identifier les mesures de maîtrise des risques et les barrières techniques de sécurité de l'établissement.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 3 : Zones susceptibles d'être à l'origine d'une explosion**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 09/11/2016, article 8.3.4

**Thème(s) :** Risques accidentels, DRPCE

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 02/02/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
- date d'échéance qui a été retenue : 20/06/2023

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement un rapport annuel, établi par un organisme compétent, comportant la description des équipements et appareils présents dans les zones où peuvent apparaître des explosions ainsi que les conclusions de l'organisme sur la conformité de l'installation et les éventuelles mesures à prendre pour assurer cette conformité au regard du décret et de l'arrêté susmentionnés.

A la mise en service des installations, l'exploitant réalise des mesures visant à s'assurer de l'absence d'atmosphère explosive dans les chais. Ces mesures sont renouvelées une fois par an, en période la plus défavorable (été). Les résultats sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

**Constats :**

Constats de la visite du 02/02/23:

Lors de la visite menée le 15 juillet 2020 l'inspection a constaté l'écart 2020-5 qui indique que : "Le zonage ATEX reste à confirmer pour les installations de Reux, afin de garantir que les équipements alimentés électriquement (pompes) sont situés en dehors de toute zone à risque."



Interrogé sur cet écart lors de la visite d'inspection menée le 2 février 2023, l'exploitant précise qu'une intervention a été réalisée le 25 janvier 2023 pour la détermination du zonage ATEX des installations. L'exploitant a reconnu que rien n'avait avancé sur ce point avant la programmation de la visite d'inspection de 2023.

Par mail du 6 février 2023, l'exploitant a transmis le rapport de l'intervention effectuée le 25 janvier 2023 par le bureau d'étude APAVE (n° de mission : 22496403) qui détermine les zones à risques d'explosion (zones ATEX) relatives à l'exploitation des installations sur le site de REUX. La détermination des zones à risques d'explosion constitue la première étape de l'évaluation des risques spécifiques créés ou susceptibles d'être créés par des atmosphères explosives. Le bureau d'étude précise que: "SPIRIT FRANCE DIFFUSION doit également mettre en place les prescriptions applicables à la prévention, la réduction, la formation, la signalisation des risques liés à la présence d'atmosphères explosives. Les étapes suivantes concernent :

- le marquage à l'entrée des ateliers / à proximité des zones dangereuses (panneau normalisé EX),
- la vérification de la conformité du matériel (électrique et non électrique) implanté et utilisé dans les ateliers
- la formalisation de l'évaluation des risques spécifiques liés aux atmosphères explosibles en cohérence avec l'évaluation des risques professionnels déjà intégrée au document unique et en prenant en compte les résultats de la vérification de la conformité du matériel,
- la formation du personnel,
- la rédaction d'un document de synthèse présentant le classement des zones ATEX et la synthèse des différents points évoqués ci-dessus (DRPCE – Document Relatif à la Protection Contre les Explosions)."

L'exploitant doit poursuivre les étapes comme le suggère le bureau d'étude afin de respecter la prescription préfectorale. A réception du rapport final sur l'adéquation des équipements électriques, l'exploitant traitera les éventuels écarts ou non conformités et établira un plan d'action le cas échéant. L'Inspection rappelle le caractère annuel de la prescription et la période défavorable (été) devant être retenue.

L'Inspection demande à l'exploitant de traiter sous trois mois les éventuels écarts ou non conformités sur les équipements se trouvant en zone ATEX et d'établir un plan d'action le cas échéant. Ce plan d'action ou la justification du traitement des éventuelles non conformités sera tenu à disposition de l'Inspection. Ce point pourra donner lieu à un contrôle lors de la prochaine visite d'inspection.

L'exploitant doit dès 2024 effectuer son contrôle à la période défavorable (été).

#### Constats de la visite du 07/12/23:

L'exploitant a déclaré dans son courrier du 30/11/23 que le zonage ATEX réalisé permet d'identifier les zones à risques présentes sur l'établissement. L'exploitant précise qu'aucun équipement n'est présent dans les zones identifiées et que par conséquent l'adéquation des matériels en zone ATEX n'est pas nécessaire.

Interrogé sur les prescriptions applicables à la prévention, la réduction, la formation, la signalisation des risques liés à la présence d'atmosphères explosives identifiées dans le rapport ATEX du 25/01/23, l'exploitant indique que sur les 5 points relevés, 4 sont déjà traités. A savoir:

- "le marquage à l'entrée des ateliers / à proximité des zones dangereuses (panneau normalisé EX);
- la vérification de la conformité du matériel (électrique et non électrique) implanté et utilisé dans les ateliers;

- la formalisation de l'évaluation des risques spécifiques liés aux atmosphères explosibles en cohérence avec l'évaluation des risques professionnels déjà intégrée au document unique et en prenant en compte les résultats de la vérification de la conformité du matériel;  
- la formation du personnel".

L'exploitant doit maintenant traiter le dernier point qui concerne "la rédaction d'un document de synthèse présentant le classement des zones ATEX et la synthèse des différents points évoqués ci-dessus (DRPCE – Document Relatif à la Protection Contre les Explosions)."

**Observations :**

L'exploitant tient à disposition de l'Inspection les documents permettant de justifier la réalisation de la prescription supra. Le plan attendu présentant les zones à risques de l'établissement (dont les zones ATEX) devrait à minima se trouver dans le POI sans que ce plan ne constitue à lui seul la réponse à la demande. Ce point pourra faire l'objet d'une vérification ultérieure lors d'une prochaine visite d'inspection.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 4 : Organisation de l'établissement**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 09/11/2016, article 8.6.1

**Thème(s) :** Risques accidentels, Confinement

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 02/02/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
- date d'échéance qui a été retenue : 20/06/2023

**Prescription contrôlée :**

Toutes dispositions sont prises pour qu'il ne puisse y avoir, en cas d'accident tel que rupture de récipient, déversement direct des matières dangereuses ou insalubres vers le milieu naturel.

Les chais, unités, parties d'unités, stockages ou aires de manutention susceptibles de contenir ou de collecter, même occasionnellement, un produit qui en raison de ses caractéristiques et des quantités mises en œuvre est susceptible de porter atteinte à l'environnement lors d'un rejet direct, sont étanchés et équipés de capacité de rétention permettant de recueillir les produits pouvant s'écouler accidentellement.

Une consigne doit préciser les vérifications à effectuer pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifieront les conditions d'exploitation. Les vérifications, les opérations d'entretien et de vidange des rétentions doivent être notées sur un registre spécial tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

**Constats :**

Constats de la visite du 02/02/23:

Lors de la visite menée le 15 juillet 2020 l'inspection a constaté l'écart 2020-2 portant sur le fait que : "La vérification périodique de la disponibilité des mesures de maîtrise des risques suivantes est à mettre en place, en application des articles 8.6.1, 8.7.5 et 8.7.12.1 de l'arrêté préfectoral du 9 novembre 2016 :

- réseaux de sprinklage installés dans les locaux des motopompes de Reux I et Reux II ;
- détecteurs de fuite installés dans les chais de Reux I et alerte associée via la centrale incendie ;
- vérification de l'absence de bouchage des canalisations de transfert vers la rétention déportée ;
- les deux vannes manuelles de confinement installées sur le réseau de collecte des eaux pluviales de Reux II ne sont pas intégrées dans les consignes en cas d'incendie et ne font pas l'objet de manœuvres régulières."

Interrogé sur cet écart lors de la visite d'inspection menée le 2 février 2023, l'exploitant précise que le réseau de sprinklage motopompe est vérifié par la société Tyco et que les détecteurs de fuite font remonter une alarme lors du lavage du sol et de l'aspersion de ces derniers.

Par mail du 6 février 2023, l'exploitant indique que le réseau de sprinklage motopompe est vérifié semestriellement par la société Tyco. Le technicien de cette société qui vérifie visuellement les sprinklers n'enregistrait pas cette action jusqu'alors. L'exploitant va lui demander de faire l'enregistrement de ce contrôle dans son rapport.

Les détecteurs de fuite et l'absence de bouchage des canalisations n'ont pas de vérification formelle à ce jour ; l'exploitant avance que les messages SMS reçus par le passé par le maître de chai et son adjoint prouvent le fonctionnement des détecteurs. L'exploitant indique prévoir de formaliser un contrôle des détecteurs et une vérification de l'absence de bouchage des canalisations au cours du mois d'avril.

Lors de la visite menée le 2 février 2023 l'inspection a constaté que la dalle au niveau de la réception des camions contenant les alcools de bouche est fissurée. Afin de pouvoir confiner un éventuel déversement au niveau de cette zone de dépotage, l'exploitant doit investiguer ces fissures et les traiter le cas échéant.

Ce point pourra faire l'objet d'un contrôle lors d'une prochaine visite d'inspection.

#### Constats de la visite du 7/12/23:

Les rapports de vérification périodique d'un système sprinklers transmis (rapport TYCO Reux I et II du 07/12/23 de la visite du 25/09/23) le jour même suite à la visite indiquent en page 8 un état correct pour le contrôle visuel des têtes de sprinkler. Bien que cette information soit indiquée en page 8 des rapports (i.e. "*chapitre IX observations ou améliorations proposées*") aucune indication n'est portée en page 6 des rapports (i.e. "*contrôle et vérification du réseau 94 l'état apparent des éléments ci-dessous a-t-il donné lieu à des écarts ou observations repris dans les chapitres VIII et IX b) sprinklers*"). L'exploitant se rapprochera de son prestataire afin de se faire clarifier ce point et tiendra la justification à disposition de l'Inspection. Par ailleurs, le rapport de "Reux I" indique des "écarts au référentiel sans risque de mise en échec" qu'il convient de lever tout en tenant les justificatifs à disposition de l'Inspection. Ce point pourra faire l'objet d'une vérification lors d'une prochaine visite de l'Inspection.

L'exploitant a transmis par courrier du 30/11/23 le compte rendu de mesures de test des canalisations d'évacuation de Reux I.

Interrogé sur ses détecteurs de fuite, l'exploitant a indiqué que 4 détecteurs de fuite sont présents dans les chais de Reux I.

Bien que le test ait permis de vérifier l'ensemble de la chaîne (détection, transmission de

l'information au moyen d'un appel téléphonique vers l'opérateur assurant la surveillance qui a relayé l'information à l'exploitant et confirmation visuel de l'écoulement de l'eau utilisé jusqu'au bassin de confinement), ce test ne concerne qu'un seul détecteur.

L'exploitant doit tester l'ensemble de ses détecteurs et définir un mode opératoire avec une périodicité basée sur la documentation technique des détecteurs de fuite employés. Seul l'essai de l'ensemble de ses 4 détecteurs situés dans 4 canalisations de récupération des effluents liquides et la constatation du bon écoulement final de l'eau employée dans le bassin de confinement permettra de s'assurer de la disponibilité des détecteurs et de l'absence de bouchage des canalisations jusqu'au bassin de confinement. La rédaction des modes opératoires, la définition de la périodicité des tests et la réalisation exhaustives des tests sur l'ensemble des détecteurs sont attendus sous 2 mois.

Concernant la réfection de l'aire de réception, l'exploitant a indiqué avoir reçu des devis mais n'avoir entamé aucune démarche. L'inspection a rappeler ses obligations à l'exploitant qui les entendus. Un délai de 2 mois est laissé à réception du rapport pour la réfection de la zone de réception. Ce délai est partagé par l'exploitant.

Lors de la visite d'inspection, il est apparu que les bidons d'émulseur disposés à proximité des points incendie additivés ne disposent pas de rétention. L'analyse de la fiche de données de sécurité n'est pas clair concernant les modalités d'entreposage du produit et son innocuité pour le milieu récepteur en cas d'épandage accidentel. L'exploitant indique avoir demandé par écrit au fournisseur les modalités d'entreposage (ie sur rétention ou en l'absence de rétention). L'exploitant placera les bidons d'émulseurs sur rétention sous 2 mois sauf à justifier de l'inutilité du confinement.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Lettre de suite préfectorale

**Proposition de délais :** 2mois

#### N° 5 : Moyens de lutte

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 09/11/2016, article 8.7.4.3

**Thème(s) :** Risques accidentels, Moyens de lutte

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 02/02/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription
- date d'échéance qui a été retenue : 24/10/2023

**Prescription contrôlée :**

L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :  
- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;  
- de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local, comme prévu à l'article 7.1.1 ;

- au minimum des moyens externes publics, constitués de 2 points d'eau incendie (PEI) :  
une à proximité du portail de l'entrée ouest du site ;  
une au nord, sur la RD675 face à la réserve incendie souple de 240 m<sup>3</sup>.

[...]

En complément, une réserve d'eau d'au moins 240 mètres cubes destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances et à une distance de l'installation ayant recueilli l'avis des services départementaux d'incendie et de secours. Cette réserve dispose de deux prises de raccordement conformes aux normes en vigueur. Deux aires d'aspiration sont également créées à l'intérieur de l'établissement avec un passage piéton direct vers ces PEI. L'exploitant s'assure de sa disponibilité opérationnelle permanente de ces ressources externes. Une convention atteste de la mise à disposition de cette réserve d'eau de 240 m<sup>3</sup>.

L'établissement doit également disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie dits moyens internes adaptés aux risques à défendre et au minimum les moyens définis ci-après :

- un potentiel hydraulique constitué au minimum de 1 200 m<sup>3</sup> utilisables sur deux heures (débit requis de 400 m<sup>3</sup>/h) ;
- une réserve d'eau d'incendie de 1 000 m<sup>3</sup> à l'est du site ;
- une réserve d'eau incendie de 320 m<sup>3</sup> au centre du site, dédiée à l'alimentation des boîtes à mousse ;
- deux locaux incendie :  
+local à l'est, destiné aux chais de Reux I, comprenant : 4 boîtes à mousse en simultané (chai de 1 000 m<sup>2</sup>) ; une motopompe de 650 m<sup>3</sup>/h ; une réserve d'émulseur de 6 m<sup>3</sup> ;  
+local au centre, destiné au chai DD de Reux II, comprenant : 5 boîtes à mousse en simultané (chai de 1 262 m<sup>2</sup>), assurant un débit unitaire de 2 500 l/min (150 m<sup>3</sup>/h) avec un taux d'application de 10 l/min/m<sup>2</sup> à 3 % d'émulseur ; une motopompe de 830 m<sup>3</sup>/h ; une réserve d'émulseur de 8 m<sup>3</sup> ;
- pour les autres zones, des robinets d'incendie armés (RIA), postes d'incendie additivés (PIA) et extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, doivent être judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets ;
- d'un système de détection automatique d'incendie avec report vers une société de surveillance ;
- un réseau de déclencheurs d'alerte manuels répartis dans les bâtiments et bureaux.

L'établissement dispose, en toute circonstance, de ressources en eaux suffisantes pour assurer l'alimentation du réseau d'eau d'incendie. Il utilise en outre deux sources d'énergie distinctes, permettant, en cas de perte de l'une d'entre elle de maintenir l'alimentation des groupes de pompage du réseau incendie.

#### **Constats :**

##### Constats de la visite du 02/02/23:

Lors de la visite menée le 15 juillet 2020 l'inspection a constaté que : "le bassin de 1000 m<sup>3</sup> à l'est du site qui était intégré au potentiel hydraulique ne pouvait pas être considéré disponible suite à un exercice infructueux d'aspiration effectué par le SDIS. En effet, la hauteur d'eau trop importante n'est pas compatible avec les moyens de pompage disponibles. Cette situation a conduit l'exploitant à installer une réserve de 240 m<sup>3</sup>, dédiée à l'alimentation des boîtes à mousse de Reux I (autonomie de 20 min).

Les volumes actuellement disponibles (moyens internes + externes) sont constitués de :  
réserve de 240 m<sup>3</sup> + motopompes pour autonomie Reux I ;

réserve de 320 m<sup>3</sup> + motopompes pour autonomie Reux II ;  
réserve communale de 240 m<sup>3</sup> accessible depuis le site (portail d'accès) ;  
2 poteaux sur la voie publique.

Cette modification doit être validée par le SDIS afin de confirmer la suffisance du potentiel hydraulique disponible."

Interrogé lors de l'inspection du 2 février 2023 sur la situation du bassin de 1 000 m<sup>3</sup> et sur les suites données à la demande de validation par le SDIS de l'éventuelle suffisance des moyens internes et externes disponibles et opérationnels au regard du potentiel hydraulique requis, l'exploitant a indiqué que :

- la situation du bassin incendie n'a pas évolué ;
- aucun contact avec le SDIS pour vérifier si le potentiel hydraulique est respecté avec l'ajout de la réserve de 240 m<sup>3</sup> nécessaire à l'alimentation des boîtes à mousse de Reux I ou s'il faut des moyens complémentaires pour respecter le potentiel hydraulique requis.

Ainsi, l'exploitant n'a pu justifier ni le respect du potentiel hydraulique prescrit à l'article 8.7.4.3 de l'arrêté préfectoral du 9 novembre 2016, ni la suffisance des moyens internes et externes de défense incendie au regard de potentiel hydraulique requis suite à l'ajout de la réserve de 240 m<sup>3</sup> (i.e. boîtes à mousse Reux I).

Dans ces conditions, considérant que l'exploitant n'a pas traité la problématique importante relative au respect du potentiel hydraulique requis au cours des trois dernières années en corrigeant l'indisponibilité de sa réserve de 1 000 m<sup>3</sup>, l'Inspection considère ce manquement comme grave pour ce site classé SEVESO.

L'Inspection va proposer au Préfet de mettre en demeure l'exploitant de respecter les dispositions de l'article 8.7.4.3 de l'arrêté du 9 novembre 2016 :

- soit en restaurant la disponibilité du bassin incendie de 1000 m<sup>3</sup> (validation du caractère opérationnel par le SDIS);
- soit en justifiant le respect du potentiel hydraulique requis à partir des moyens internes et externes de défense incendie disponibles avec, à l'appui, tous les éléments de preuve du caractère effectivement opérationnel des moyens retenus.

Dans cette attente, l'exploitant doit renforcer les rondes dans tous les locaux à risque (ie locaux contenant des alcools de bouche inflammables).

#### Constats de la visite du 07/12/23:

La réserve de 1000 m<sup>3</sup> est pleine. Cependant l'exploitant n'est pas en mesure de pomper l'eau présente au moment de la visite.

L'exploitant indique qu'il compte déposer début 2024 un porter à connaissance afin de justifier que le potentiel hydraulique disponible est suffisant et demander la modification de la prescription de l'article 8.7.4.3.

L'Inspection lui répond qu'il a disposé de 10 mois pour envisager cette possibilité mais qu'aujourd'hui un arrêté préfectoral de mise en demeure lui demande de respecter ses engagements et que le positionnement de l'établissement en bordure d'une voie autoroutière et entreposant des quantités telles d'alcool de bouche ne présentent ni des avis des services opérationnels du SDIS ni des conclusions des études pouvant être requises.

Aussi, l'exploitant indique qu'il va sans tarder acquérir une pompe. Cette pompe de 150 m<sup>3</sup>/h a été acquise et livrée sur l'établissement le 18 décembre. Toutefois une incompatibilité des raccords a retardé l'essai d'aspiration jusqu'au 8 janvier dernier. L'exploitant a transmis une vidéo démontrant le bon fonctionnement de la pompe acquise. Toutefois, l'exploitant doit s'interroger

sur la pression de sortie afin de ne pas dépasser une pression de 6 bars. Il s'agit de la pression maximale que les engins du SDIS peuvent recevoir avant la mise en place d'un réducteur de pression. Si un réducteur de pression est nécessaire, il appartient à l'exploitant de s'en doter et de la mettre à disposition du SDIS.

Dans ce laps de temps, le SDIS est venu effectuer un test d'aspiration le 13 décembre au moyen de 8 mètres d'aspiraux sur un fourgon incendie. Cet essai concluant permet à l'exploitant d'envisager des travaux qu'il a planifiés en janvier-février 2023. Par mail du 8 janvier dernier, l'exploitant a transmis une photo prouvant le début des travaux de terrassement pour l'installation d'une plateforme qui recevra les cannes d'aspiration. Une installation pour le premier trimestre 2024 est envisagée par l'exploitant. Suite à la réception par l'exploitant des travaux, ce dernier prendra attache du service prévision du SDIS afin de faire réaliser les tests d'aspiration nécessaire à la délivrance de l'attestation du caractère opérationnel de l'équipement. Dans cette attente, l'exploitant doit supprimer les trois poteaux bleus d'aspiration inutilisable par le SDIS si aucune utilité n'est avérée dans la lutte contre un incendie.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 6 : Plan d'opération interne

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 09/11/2016, article 8.7.11

**Thème(s) :** Risques accidentels, Plan d'opération interne

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 02/02/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription
- date d'échéance qui a été retenue : 24/10/2023

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant doit établir avant le démarrage de l'exploitation, un plan d'opération interne (POI) sur la base des risques et moyens d'intervention nécessaires analysés pour un certain nombre de scénarios dans l'étude de dangers.

En cas d'accident, l'exploitant assure la direction du POI. Il met en œuvre les moyens en personnels et matériels susceptibles de permettre le déclenchement sans retard du POI. Il prend en outre, à l'extérieur de l'usine, les mesures urgentes de protection des populations et de l'environnement prévues au POI en application de l'article R.512-29 du code de l'environnement.

Il est cohérent avec la nature et les enveloppes des différents phénomènes dangereux envisagés dans l'étude de dangers. Un exemplaire du POI doit être disponible en permanence sur l'emplacement prévu pour y installer le poste de commandement.

L'exploitant doit élaborer et mettre en œuvre une procédure écrite, et mettre en place les moyens humains et matériels pour garantir la recherche systématique d'améliorations des dispositions du POI. Cela inclut notamment :

l'organisation de tests périodiques (au moins annuels) du dispositif et/ou des moyens

d'intervention ;  
la formation du personnel intervenant ;  
l'analyse des enseignements à tirer de ces exercices et formations ;  
l'analyse des accidents qui surviendraient sur d'autres sites ;  
la prise en compte des résultats de l'actualisation de l'étude de dangers (suite à une modification notable dans l'établissement ou dans le voisinage) ;  
la revue périodique et systématique de la validité du contenu du POI, qui peut être coordonnée avec les actions citées ci-dessus ;  
la mise à jour systématique du POI, au moins tous les 3 ans, en fonction de l'actualité de son contenu ou des améliorations décidées.

Le POI prévoit les modalités pratiques d'information des sites industriels voisins en cas de sinistre sur le site.

L'inspection des installations classées est informée de la date retenue pour les tests périodiques. Le compte rendu accompagné si nécessaire d'un plan d'actions est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

#### **Constats :**

##### Constats de la visite du 02/02/23:

L'exploitant dispose d'un POI. L'Inspection a pu constater la présence du POI au niveau de l'accueil administratif et de l'accueil au niveau de l'embouteillage. Les versions de ce POI datent de 2018.

L'exploitant a indiqué en réunion qu'il s'agit de la dernière version disponible et qu'une mise à jour devrait intervenir pour prendre en compte le retour d'expérience et les évolutions réglementaires induits par l'accident Lubrizol de Rouen. Cette mise à jour a été confiée à un bureau d'étude en charge de revoir également l'étude des dangers du site.

Pour mémoire, l'article 69 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 indique : "Lorsqu'il existe un plan d'opération interne pris en application de l'article R. 181-54 du code de l'environnement, ce plan contient les données et informations prévues aux points a à h de l'annexe V de l'arrêté du 26 mai 2014." « Cette disposition est applicable aux plans d'opération interne établis ou mis à jour à compter du 1er janvier 2023. Les plans d'opérations interne existants sont mis à jour au plus tard au 1er janvier 2026."

Par mail du 6 février, l'exploitant a indiqué à l'Inspection qu'une version de 2020 du POI a été retrouvée mais cette dernière n'a jamais été diffusée. L'exploitant indique que le dernier exercice POI a été réalisé en 2019.

L'Inspection demande le compte-rendu de cet exercice et les actions prises par l'exploitant suite à cet exercice ainsi que la transmission de la dernière version approuvée du POI.

Un exercice doit être réalisé par l'exploitant tous les ans.

L'Inspection a rappelé la nécessité et l'importance de mener des exercices POI sur ce site classé SEVESO seuil bas et va proposer au Préfet de mettre en demeure l'exploitant de respecter cette périodicité.

##### Constats de la visite du 07/12/23:

L'exploitant a réalisé son exercice annuel POI le 04/12/23. Cet exercice a été réalisé en interne faute de disponibilité du SDIS. L'exploitant a transmis le compte-rendu de cet exercice le 19/12/23.

Lors du prochain exercice POI, l'exploitant effectuera réellement les appels vers l'astreinte de la DREAL et du centre de traitement des appels du SDIS afin de mettre en situation ses cadres.



L'exploitant informera l'Inspection de la date du prochain exercice annuel POI afin de pouvoir s'y associer le cas échéant.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 7 : Zones de confinement des eaux polluées**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 09/11/2016, article 8.7.12.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Confinement
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 02/02/2023</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 20/06/2023</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>En cas de confinement interne, les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut. En cas de confinement externe, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif automatique d'obturation pour assurer ce confinement lorsque des eaux susceptibles d'être pollués y sont portées. Tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie par ces écoulements.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><u>Constats de la visite du 02/02/12:</u></p> <p>Lors de l'inspection, la vanne manuelle de confinement a été manœuvrée avec difficulté et les conditions d'intervention se sont avérées délicates et potentiellement dangereuses pour l'intervenant (risque de chute). Devant ce constat, l'exploitant a décidé de changer sa stratégie de gestion des eaux. Ainsi, les eaux qui étaient dirigées initialement vers la réserve incendie de 1 000 m3 (qui dispose d'une surverse vers le bassin de confinement) sont maintenant dirigées vers le bassin de confinement. Ce bassin est munie d'une pompe mobile de relevage qui renvoie les eaux collectés vers le bassin communale d'infiltration. Cette situation permet ainsi au gardien de ne plus devoir manœuvrer cette vanne.</p> <p>La pompe de relevage sera arrêtée dès qu'une pollution est avérée et/ou qu'un incendie se déclare sur le site ; un bouton d'arrêt de l'alimentation de cette pompe se trouve au niveau du local groupe sprinkler de Reux I. L'exploitant indique que l'arrêt de la pompe fait partie des consignes données au gardien (consigne non vérifiée par l'Inspection).</p> <p>Interrogé sur le volume utile du bassin de confinement, l'exploitant n'a pas pu apporter de précisions. L'exploitant doit clarifier la capacité de rétention du bassin de confinement et son mode de gestion qui doit permettre de garantir en toute circonstance la disponibilité du volume de confinement requis. En particulier, l'exploitant précisera les mesures de conduite, de surveillance et d'alerte de la pompe de relevage garantissant sa disponibilité et le volume "utile" de confinement requis. Une défaillance non détectée de la pompe de relevage ou un mauvais fonctionnement peut compromettre la fonction de confinement des eaux d'extinction dudit bassin.</p>

Constats de la visite du 07/12/12:

L'exploitant a pu préciser le volume utile du bassin de confinement au moyen d'un relevé effectué par un bureau d'étude (i.e. 2300 m3).

Le volume utile du bassin de confinement est bien supérieur au volume d'eau à confiner en cas d'incendie (i.e. 1700 m3).

L'exploitant a précisé que la ronde quotidienne effectuée par le gardien permet de vérifier le bon fonctionnement de la pompe de relevage située dans le bassin de confinement.

**Type de suites proposées :** Sans suite